

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 956^e
SÉANCE**

Jeu*di* 7 octobre 1965,
à 11 h 10

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Déclarations générales (suite)</i>	15

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

1. M. AGUIRRE (Costa Rica) rappelle que, malgré les progrès économiques et sociaux enregistrés dans le monde au cours des dernières années, les termes de l'échange entre les pays industrialisés et les pays moins développés ont continué de se détériorer, la concurrence des grands pays industriels a pris dans certains cas un caractère plus âpre qu'auparavant et certaines offensives commerciales — quelques-unes sous forme de dumping — sont venues contredire les promesses formulées à l'ONU.

2. L'Assemblée générale doit faire face à ces réalités et le meilleur moyen est de compléter et de renforcer le mécanisme de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Pour permettre l'adoption, à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale, de la résolution 1995 (XIX) constituant la Conférence en organisme permanent, le groupe des 77 pays en voie de développement a dû renoncer alors à des espoirs que les circonstances aujourd'hui favorables lui permettent de former à nouveau. La délégation costa-ricienne a donc l'intention de présenter en temps voulu, avec d'autres délégations, des propositions tendant à définir avec plus de précision les fonctions et les attributions des organes permanents de la Conférence, à harmoniser les relations de celle-ci avec le GATT et à accélérer le passage des études et enquêtes, qui sont évidemment indispensables, à l'action pratique.

3. Il faut, en effet, faire résolument face à la nécessité non seulement d'établir des normes plus équitables de commerce international, en appliquant les recommandations adoptées par la Conférence à Genève, mais aussi d'assurer une répartition plus juste, à l'intérieur de chaque pays, des revenus résultant de l'augmentation des prix des produits de base, en relevant les salaires de manière à favoriser la justice sociale et à accroître le pouvoir d'achat des populations, ce qui permettrait la création de marchés intérieurs. Il sera difficile de faire accepter aux pays développés une hausse des produits de base tant qu'ils pourront arguer que les revenus provenant de cette hausse ne bénéficient qu'au petit nombre. C'est pourquoi la délégation costa-ricienne estime que les ententes internationales relatives aux produits de base qui seront établies sous les auspices de la Conférence

devraient contenir des dispositions relatives à la législation des salaires minimums dans les régions productrices. Il y aurait intérêt, à cet égard, à ce que s'établisse une collaboration entre l'ONU et ses organismes chargés des problèmes du commerce international, d'une part, et les forces économiques que constituent les grandes organisations syndicales et les chambres du commerce et de l'industrie, d'autre part.

4. Lorsque l'Assemblée générale entreprendra l'examen et la réévaluation des fonctions du Conseil économique et social, elle devra, de l'avis du Gouvernement costa-ricien, le faire en fonction des activités de la Conférence, de manière à assurer une coordination rationnelle entre ces dernières et les activités du Conseil et de ses organes, en particulier des commissions économiques régionales. En effet, si l'harmonisation des politiques et des systèmes économiques différents relève essentiellement du Conseil, la recherche et l'application de formules pratiques revient aux organismes chargés du commerce et du développement, dont il faut donc renforcer l'autorité et auxquels il faut assigner des responsabilités qui leur sont encore refusées de manière plus ou moins voilée.

5. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement avait fait naître l'espoir dans le monde en voie de développement que, du fait même qu'elle se réunissait, elle allait mettre un terme à la baisse continue des prix des produits de base sur le marché international. Les faits ont démontré que cet espoir était vain. La vingtième session de l'Assemblée générale, et en particulier les travaux de la Deuxième Commission, offre une occasion excellente, sinon unique, de se consacrer avec bonne volonté non seulement à l'étude des moyens permettant de freiner la détérioration des marchés des produits primaires, mais encore à l'élaboration et à l'application dans tous les pays de mesures à court et à long terme destinées à rétablir l'équilibre économique dans le monde. On pourrait notamment étudier la création, dans le cadre de la Conférence, d'un dispositif permettant d'enregistrer et d'analyser régulièrement les progrès accomplis en ce qui concerne l'application des accords qui devraient, sur le plan économique, lier le plus tôt possible tous les Etats Membres de l'Organisation.

6. Le Costa Rica, qui place tous ses espoirs dans les institutions des Nations Unies chargées de traiter des questions économiques, réaffirme son désir de coopération, désir dont il s'apprête à témoigner au cours des travaux de la Commission.

7. M. JEANNENEY (France) dit que le problème crucial du développement a été souvent abordé et

traité dans les organismes internationaux. Pourtant, le remarquable exposé du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales (955ème séance) a montré l'ampleur des problèmes à résoudre ainsi que leur urgence. S'il est bon de constater les progrès accomplis, il est peut-être plus fécond d'étudier les erreurs commises et d'envisager les corrections qui s'imposent. Par son universalité, l'ONU est un lieu privilégié où il est possible de prendre pleinement conscience de l'extrême diversité des problèmes du développement, selon les pays, et de l'immensité des tâches à accomplir.

8. L'aide aux pays du tiers monde est certes indispensable et doit être fournie dans toute la mesure où les circonstances politiques et économiques ainsi que l'état de l'opinion publique le permettent. Il est nécessaire d'accroître son montant mais il faut veiller à ce que les pays en voie de développement ne soient pas victimes du mirage d'une aide extérieure dont ils attendraient la solution de leurs difficultés. Ces pays ne doivent pas penser que leur sort dépend du volume de cette aide et que le transfert des richesses est un élément essentiel de leur développement. En effet, le développement économique d'un pays doit être avant tout l'œuvre de ce pays lui-même. Les apports extérieurs, malgré leur utilité, ne peuvent avoir qu'un rôle d'appoint. Ils peuvent susciter des efforts en jouant le rôle de ferment et de catalyseur de la volonté nationale et combler certains vides techniques. Leur efficacité n'en tient pas moins en grande partie à la qualité du milieu où ils viennent s'appliquer. La richesse n'est pas un stock de biens qu'il est possible de transférer et de distribuer selon des normes de justice mais un flux continu d'activités qui ne font sentir leurs effets que là où elles s'exercent. L'assistance est donc essentiellement un moyen de développer ces activités dans les pays du tiers monde, ce qui est certes le cas de l'aide financière mais aussi, et plus encore, celui de l'assistance technique.

9. En effet, une des difficultés majeures de l'assistance financière est l'endettement excessif auquel les pays en voie de développement sont conduits par ses modalités actuelles. Il s'agit là d'une conséquence de la pratique des prêts utilisés non seulement pour financer les opérations rapidement rentables, mais aussi les dépenses d'infrastructure ou d'équipement social et culturel à rentabilité plus lointaine. Quelle que soit l'importance de ces travaux, les progrès réalisés ainsi ne se traduisent pas avant très longtemps par des rentrées de devises et l'acquisition des moyens de paiement nécessaires pour faire face aux dettes contractées. Il semble donc que l'évolution qui se dessine depuis quelques années et qui consiste à souhaiter une plus grande part de dons par rapport aux prêts, et à encourager des prêts assortis de plus longues périodes d'amortissement et de grâce et d'un taux d'intérêt très bas, soit conforme aux exigences du développement dans les pays du tiers monde.

10. En ce qui concerne le rôle particulier des Nations Unies dans ce domaine, il est certain que les institutions créées à Bretton Woods, en particulier la Banque mondiale, ont un rôle essentiel à jouer dans le financement des opérations rentables. L'ONU

n'a pas à assumer elle-même le financement de l'aide multilatérale. Sa vocation propre est d'effectuer d'autres opérations relativement plus coûteuses, à effets plus lointains et plus bénéfiques, telles que les activités de préinvestissement du Fonds spécial. En effet, une des plus grandes difficultés du financement de l'aide au tiers monde est de déterminer l'utilité et la rentabilité des projets. Il importe d'en prendre conscience. Il est en effet normal et nécessaire qu'un nombre élevé d'études concluent au rejet de l'équipement envisagé. Un bureau d'étude est tout aussi utile lorsqu'il déconseille une opération que lorsqu'il la recommande. Il faut mettre en garde les pays en voie de développement contre les investissements spectaculaires qui constitueraient une charge et non une aide. En revanche, dans la mesure où les études du Fonds spécial aboutissent à une recommandation, il est parfois regrettable qu'aucun moyen de financement ne soit dégagé en même temps, ce qui peut susciter chez les intéressés un sentiment de frustration.

11. Quant à l'assistance technique, comme pour le transfert des richesses, il faut se garder des illusions en ce qui concerne le transfert des connaissances. Il est relativement facile de fournir des brevets et d'indiquer les manières de procéder. Toutefois, la mise en œuvre des techniques modernes exige toute une série de qualités et d'habitudes pratiques et intellectuelles de précision et d'exactitude qui nécessitent une œuvre de formation longue et difficile. L'alphabétisation générale est à cet égard insuffisante et la formation professionnelle spécialisée est peut-être plus urgente dans certains pays si l'on voit dans l'industrialisation l'objectif du développement.

12. L'industrialisation est nécessaire pour relever les niveaux de vie et mettre en valeur les richesses naturelles. Mais ce serait une grave erreur pour un pays de pousser son industrialisation sans tenir compte des effets sur son agriculture. Pour contribuer au bien-être général, l'industrialisation doit satisfaire certains impératifs agricoles, car l'insuffisance des ressources alimentaires demeure le problème fondamental. Or, l'industrialisation peut contribuer aux progrès de l'agriculture et le conditionne même en fournissant les moyens de production nécessaires, en employant une partie de la population rurale excédentaire et, partant, en accroissant la productivité de ceux qui restent et, enfin, en donnant l'exemple d'un esprit de productivité et de la recherche d'innovations techniques. Mais il faut se garder de disloquer les structures rurales traditionnelles sans les remplacer par des structures modernes valables. Si tel était le cas, l'industrialisation d'un pays risquerait en effet d'en provoquer, selon l'expression d'un sociologue, la "clochardisation". Il faut donc se préoccuper constamment des conséquences que l'industrialisation peut avoir sur la société, sur le mode de vie et de pensée de la population; c'est du point de vue sociologique qu'il faut aborder le problème. D'où la nécessité d'une diversification industrielle qui permettra à de nombreuses industries à implanter de trouver des débouchés dans le pays même ou dans les pays voisins. Il est souhaitable que cette diversification se fasse dans un cadre régional dans lequel les produits agricoles pourront également trouver à s'écouler de

manière les effets cumulatifs du développement aient le plus de chance de se faire sentir dans la région.

13. Il ne s'agit pas de former des ensembles vivant en économie fermée mais, bien au contraire, de développer les échanges internationaux, qui sont un facteur essentiel de la lutte contre le sous-développement. L'intensification du commerce international est souhaitable, non pas tant en raison des spécialisations qu'il permet, que de la concurrence qu'il provoque et de l'émulation qu'il suscite. Pour que cette concurrence soit féconde, elle doit s'exercer dans certaines conditions de manière que les industries jeunes puissent faire leurs preuves, acquérir des techniques et s'attacher des clients. Il faut procéder à un aménagement du commerce international, non seulement pour mieux définir les règles qui doivent présider aux échanges entre les économies de marché, mais aussi en raison de la coexistence d'économies de marché et d'économies collectivistes. Les économies capitalistes peuvent trouver un grand avantage à commercer avec des pays où l'économie est planifiée et offre, de ce fait, des débouchés prévisibles globalement. Quant aux économies collectivistes, elles recherchent tout naturellement auprès des économies capitalistes un complément d'équipement et, surtout, des produits dont la qualité ou le prix leur servent de termes de référence, car c'est de la confrontation que peut naître une émulation pacifique.

14. Le tiers monde a intérêt à ce que les échanges s'intensifient et à ce que les divers systèmes économiques soient aussi prospères que possible. De plus, le commerce gagne toujours à se faire dans un cadre triangulaire. Cependant, les règles en usage entre pays capitalistes ne peuvent s'appliquer aux pays collectivistes et réciproquement. Aussi voit-on apparaître, dans la pratique, un type particulier de relations commerciales; encore reste-t-il à définir un certain nombre de règles conçues pour le bien des uns et des autres.

15. Quels que soient les problèmes posés ou l'action à entreprendre, il faut toujours garder présent à l'esprit que l'utilité d'une institution, nationale ou internationale, ne se mesure pas au nombre ni à la valeur des hommes qu'elle rassemble, ni aux capitaux qu'elle met en œuvre, mais à l'exacte adaptation de ses moyens et de ses méthodes aux objectifs qu'elle poursuit. Cette économie des moyens, on ne peut y parvenir qu'en évaluant sur le terrain l'effet des mesures adoptées, c'est-à-dire en définitive l'efficacité de l'œuvre tout entière.

16. Le PRESIDENT propose, en application de l'article 116 du règlement intérieur, de clore la liste des orateurs le 11 octobre à midi.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 15.

